



Wallonie



Service public
de Wallonie

Demande de permis d'urbanisme portant sur des travaux techniques

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

N° national :

Adresse

Rue : n° boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **MEUSE TRAVAUX srl**.....

Forme juridique : **Société à Responsabilité Limité**

Adresse

Rue : **Chaussée de Wavre** n° **255**..... boîte.....

Code postal : **4520**..... Commune : **LIEGE**..... Pays : **Belgique**.....

Téléphone : ... **085/84.54.20**..... Fax :

Courriel : **info@meusetravaux.be**

Personne de contact

Nom : **LARDOT**..... Prénom : **José**.....

Qualité : **Gérant**

Téléphone : **0477/85.03.76**..... Fax :

Courriel : **info@meusetravaux.be**

Auteur de projet

Nom : **LORENZI**..... Prénom : **Eric**.....

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale :

Forme juridique : **Personne Physique**.....

Qualité : **Architecte**.....

Adresse

Rue : **Albert De Cuyck** n° **12**.....boîte **01**.....

Code postal : **4000**..... Commune : **LIEGE** Pays : **BELGIQUE**

Téléphone : **0479/273.219**..... Fax :

Courriel : **eric@archi-legia.be** – **michel@archi-legia.be**

Cadre 2 – Objet de la demande

Description du projet :

Présenter les actes et travaux projetés, le but poursuivi, le cubage approximatif des terres à déplacer ainsi que l'indication de la nature des terres à enlever et, le cas échéant, la nature et l'origine des terres à amener ;

La demande actuelle porte sur quasi-totalité du périmètre de la zone d'extraction, soit une superficie de 4,5 Ha. Elle a pour but de faire en sorte que la modification du permis demandée corresponde davantage aux besoins spécifiques du nouvel exploitant

La carrière est en cours d'exploitation.

L'extension de la fosse va permettre de mettre en œuvre le permis existant en modifiant le mode d'exploitation (abandon du derrick) en créant un accès en fond de fosse. L'évolution des impacts par rapport à l'ancien projet seront réduits. Quelques compensations environnementales sont prévues (Annexe 13). L'approfondissement de l'exploitation jusqu'à la nappe pourra éventuellement nécessiter un rabattement sur une très faible hauteur sans impact sur les prises d'eau en aval. (Annexe 10)

L'exploitation de la carrière porte sur la production de blocs de roche ayant une destination ornementale.

Les niveaux rocheux sont valorisés au maximum suivant l'intérêt décroissant suivant :

Bons blocs de petit granit – ornementation, taille, sciage

Blocs de petit granit de qualité inférieure

Plateaux pour le soutènement de berges et autre parois abruptes (enrochements cyclopéens)

Divers enrochements calibrés composé des chutes du petit granit et des roches encaissantes

Produits fins constitués du passant du scalper ou générés par un crible, constitué d'un mélange de pierres et plus ou moins de terres selon les cas.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Démolitions de bâtiments garage anciennement B3-B4 et B5 entravant l'exploitation)

.....

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : **Chemin de Cornehé**n°

Commune : **6941 à Jenneret (Durbuy)**.....

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

| | Commune | Division | Section | N° et exposant | Propriétaire |
|------------|---------|----------|---------|----------------|--------------|
| Parcelle 1 | DURBUY | 3 | B | 236 L | |
| Parcelle 2 | DURBUY | 3 | B | 237 B | |
| Parcelle 3 | DURBUY | 3 | B | 237 C | |
| Parcelle 4 | DURBUY | 3 | B | n.c. | |
| Parcelle 5 | DURBUY | 3 | B | 401 E | |
| Parcelle 6 | DURBUY | 3 | B | 235 | |
| Parcelle 7 | DURBUY | 3 | B | 236 F | |
| Parcelle 8 | DURBUY | 3 | B | 362 B | |

Existence de servitudes et autres droits :

Non

~~Oui~~ :

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Réunion de projet en date du :.....
- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à
- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à
- Certificat de patrimoine délivré leà....
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :

| Type de l'acte* | Date* (dd/mm/yyyy) | Autorité | Référence de l'acte | Échéance (dd/mm/yyyy) |
|--|-----------------------|-----------|------------------------------|--------------------------|
| Permis d'exploitation | 01/07/1965 | DP | 61255.65 | |
| Permis de bâtir relatif à la carrière | 02/07/1998 | CC | 2/874.1/16/1995/JC | |
| Permis unique | 14/04/2004 | CC | C814/D132/17.03/116BK | 14/04/2024 |
| Permis poudre noire | 28/04/2004 | CC | 2/EXPL.CAR/MT/CD | |

| | | | | |
|-----------------------------------|------------|---------|--------------------------------|------------|
| Permis dynamite | 08/03/2007 | DP | EXP/536/2006/A.R. | 08/03/2027 |
| Permis Unique | 19/07/2010 | FT + FD | D3100/83012/RGPED/2009/13/EVR | |
| Art. 60 changement d'exploitant | 03/02/2017 | FT | D3100/83012/DIV/2017/SC/EVR/60 | |
| Cautionnement | 09/10/2017 | FT | D3100/83012/DIV/2017/SC/EVR/60 | |
| Déclassement des chemins 15 et 20 | 30/10/2017 | CC | N°19 | |

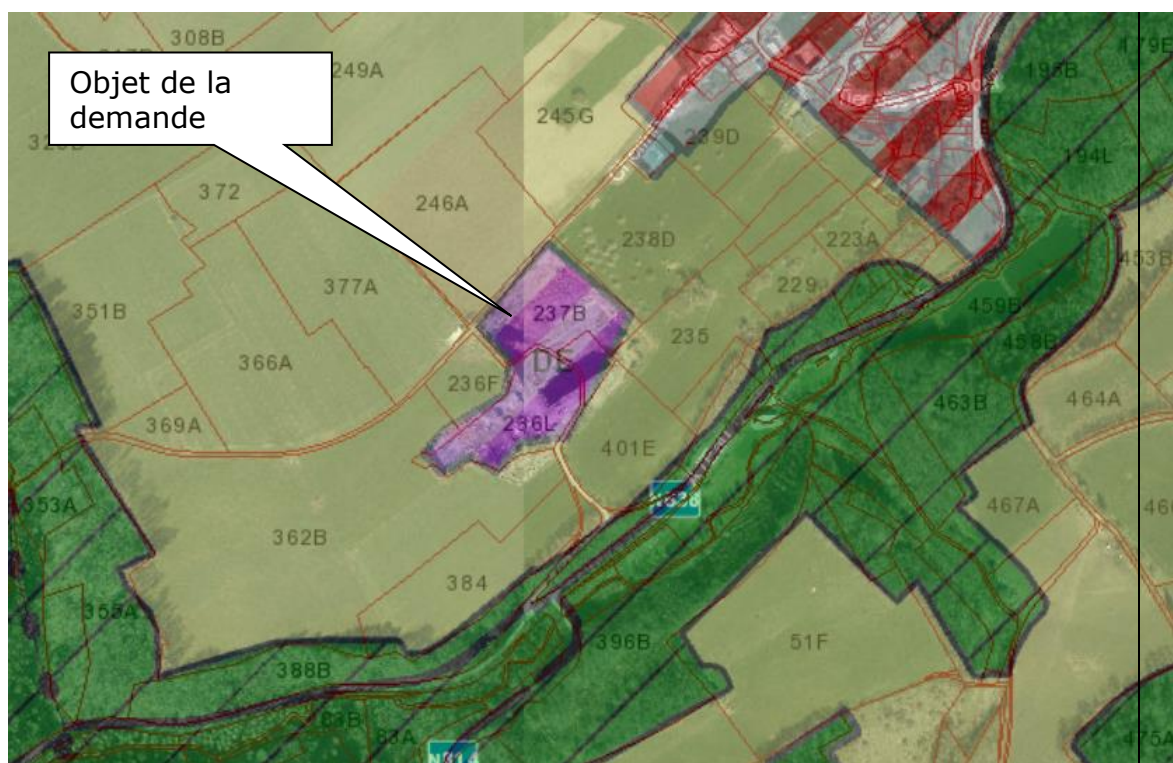
Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :



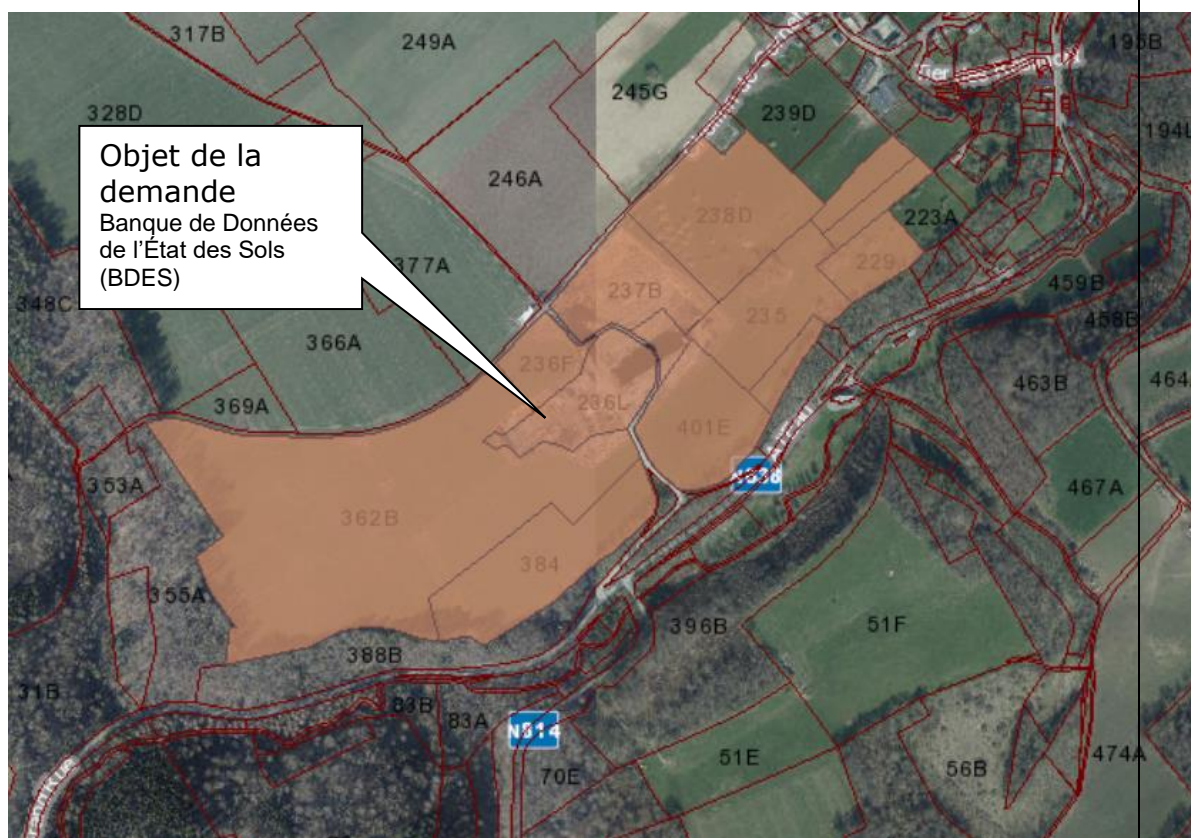
-
- Plan de secteur :.....



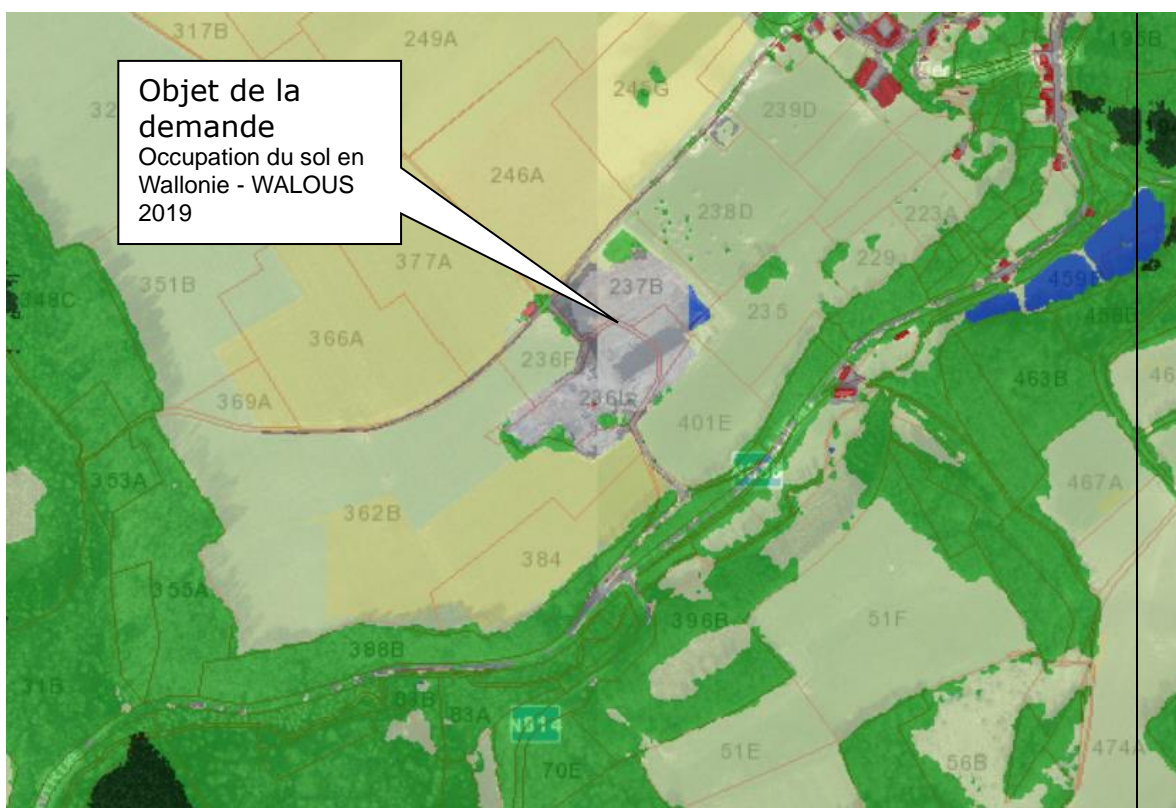
○

○

Carte d'affectation des sols :....



○



-
- Schéma de développement pluricommunal :.....
- Schéma de développement communal :....

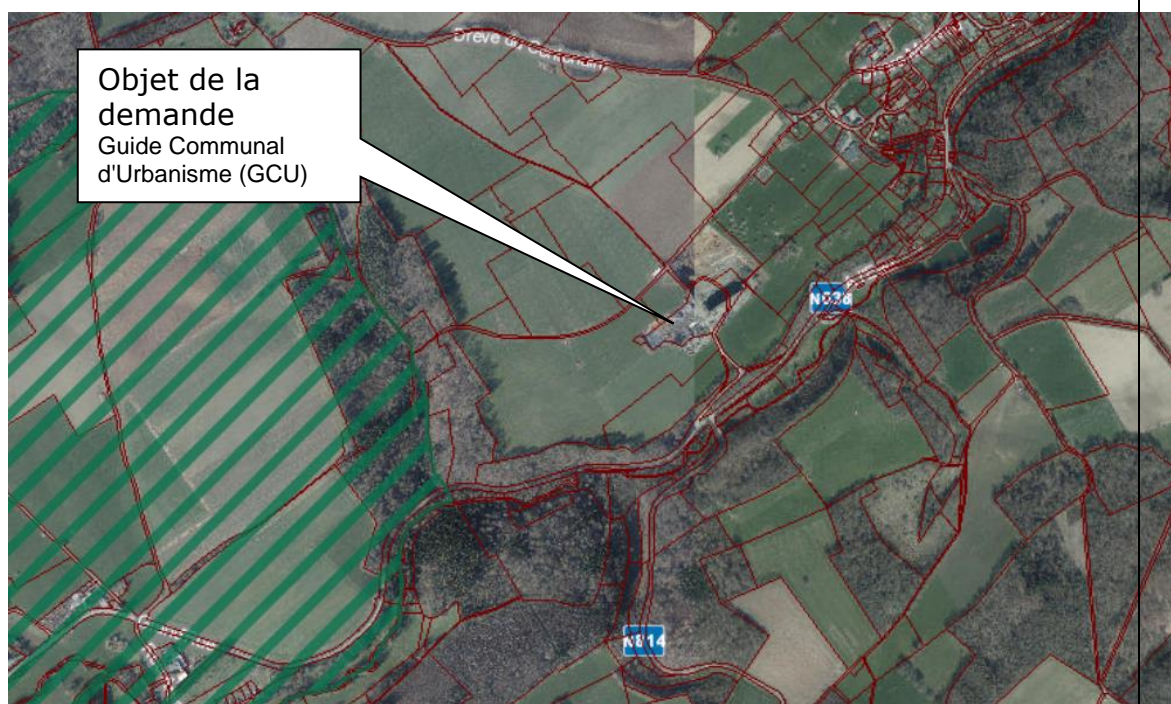


-
- Schéma d'orientation local :....



○

○ Guide communal d'urbanisme :....



○

○ Guide régional d'urbanisme :...



Lot n°:.....

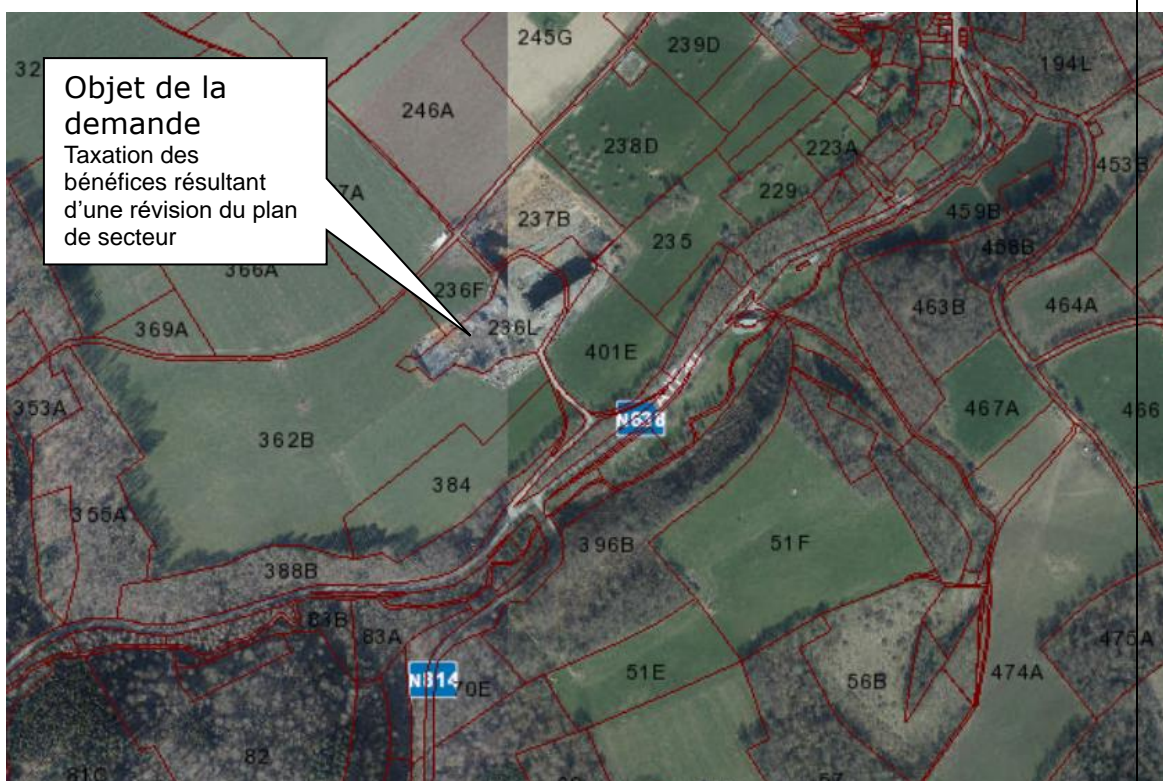




○

○

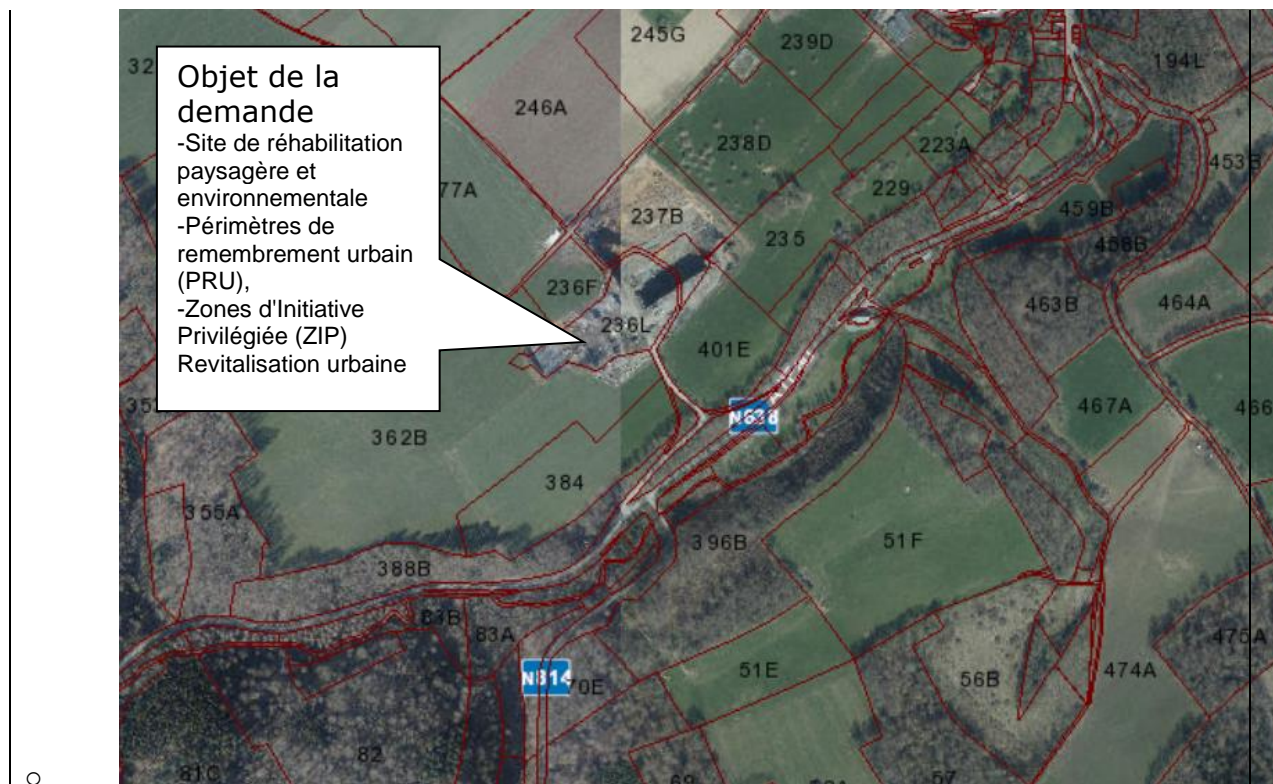
Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification



○

○

Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : ...



Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT

Pas d'écart connu

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.
- ☒ Une étude d'incidences sur l'environnement.

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols
Joindre en annexe, les documents requis en application du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols et de ses arrêtés d'application

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

☐ Non

☐ Oui : description succincte des travaux.....

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

Cadre 10 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

Cadre 11 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

☐

le projet comprenant :

☐

le tracé et les coupes longitudinales et transversales, figurant :

☐

l'indication des chemins publics avec indication de leur dénomination, de leur largeur dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;

☐

les limites cotées du terrain ;

☐

les courbes de niveau des coupes de terrain actuelles et projetées ;

☐

l'implantation, le genre ou la destination des bâtiments voisins dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;

☐

l'implantation des bâtiments, existant sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;

☐

l'emplacement des arbres à haute tige à maintenir ou à abattre ;

☐

les vues des différents peuplements éventuels ;

☐

la vue en plan et les profils en long sont établis à l'échelle de 1/200^e, ou 1/1000^e ou 1/5.000^e ;

☐

les profils en travers, sont établis à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e ;

☐

l'avis des impétrants concernés sur la faisabilité technique du projet ;

- ☐ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient des photos en couleurs, des parcelles et des propriétés contiguës et voisines, ainsi que l'aspect général de la zone avec indication des différents endroits de prise de vue sur le plan de situation ;
- ☐ un plan de situation comportant l'orientation établi à l'échelle de 1/5.000^e ou 1/10.000^e ;
- ☐ le cas échéant, un plan général de chaque tronçon de voirie.

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 12 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter. L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code du développement territorial.

Namur, le 22 décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité, des
Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO